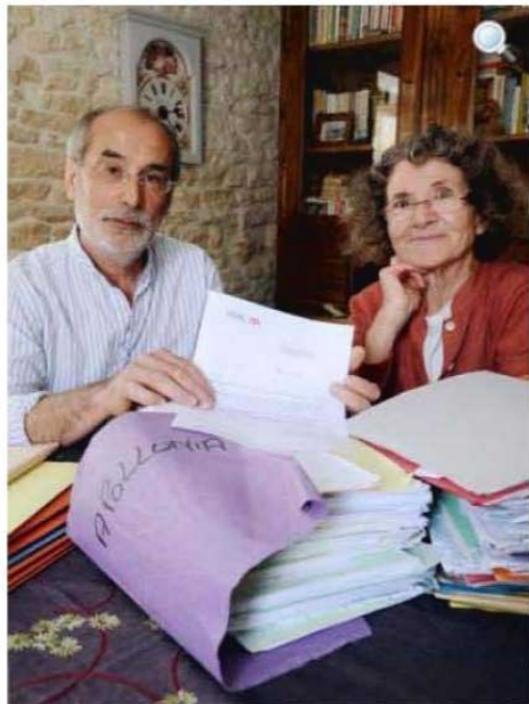


Scandale immobilier : les victimes d'Apollonia se

rebiffent

JUSTICE



Patrick et Monique Ladoue pensaient «réaliser un complément de retraite», lorsqu'ils ont contracté un prêt de deux millions d'euros pour acheter 15 appartements meublés dans des résidences étudiantes et hôtelières. Une acquisition qui s'est réalisée sous «la pression habile» du conseiller de la société immobilière Apollonia, dont les responsables, mis en examen, auraient escroqué 700 foyers de l'Hexagone en leur vendant pour un milliard d'euros d'appartements surévalués. «On avait été mis en confiance par les parents» du compagnon de notre fille, des médecins, raconte Patrick Ladoue. «Et puis voir des grandes banques, comme HSBC ou le Crédit Agricole, et des notaires, cela inspirait aussi confiance», renchérit son épouse, conseillère d'orientation à la retraite. «L'angoisse est venue quand les premiers relevés d'opérations sont arrivés. Quand on a signé les compromis, il n'y avait pas le montant des loyers (qu'ils devaient percevoir, N.D.L.R.). Quand j'ai mis les chiffres bout à bout, je me suis dit que l'on allait droit dans le mur, qu'on

ne pourrait jamais rembourser», se souvient Patrick Ladoue.

MENACES

Le couple rappelle alors le conseiller d'Apollonia, seul élément de la chaîne qu'ils aient rencontré, qui les «menace». Lors d'une sixième et dernière rencontre avec le conseiller, «15 jours avant qu'il ne soit arrêté», en février 2009, ce dernier leur disait encore que «tout allait s'arranger» et que la solution était «d'acheter de nouveaux appartements», racontent-ils. Prenant alors contact avec l'Asdevilm*, l'association de victimes dont la plainte en 2008 a entraîné l'ouverture d'une information judiciaire, les Ladoue décident de ne plus payer les banques et se retrouvent aussitôt menacés de saisies sur salaire, courriers d'huissiers à l'appui.

La semaine dernière, la mise en examen de deux banques pour escroqueries en bande organisée, complicité et recel selon les cas, après celle d'une trentaine de personnes (personnel d'Apollonia, notaires, courtiers en crédit et cadres bancaires) a fourni «un premier soulagement». Mais le combat ne fait que commencer.

*L'association organise une conférence de presse demain à Paris, à 9 h 30